

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (*)

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Personnel de catégorie A

Épreuve n° : 2

Matériau : Admissibilité - Les matières à partir d'un dessin

Date : 03/10/2017

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
15,25

Questions

I/

1) Ce qui différencie un salarié d'un auto-entrepreneur c'est le lien de subordination qui existe chez le salarié (existence d'un chef hiérarchique) alors que l'auto-entrepreneur est indépendant de ce point de vue. Un auto-entrepreneur est son propre patron. De ce fait, il existe une autre différence : les protections sociales sont plus "protectrices" pour les salariés (chômage, retraite). Un salarié a des contraintes que l'auto-entrepreneur n'a pas (horaire, lieu de travail, prise d'initiative...)

2) Le régime fiscal appliqué aux auto-entrepreneurs lorsqu'ils n'optent pas pour le prélèvement forfaitaire libératoire est le micro-fiscal.

Les auto-entrepreneurs doivent déclarer leur chiffre d'affaires sur leur déclaration annuelle de revenus (formulaire 2042 C)

Ils peuvent bénéficier d'un abattement qui dépend de leur activité :

- 71% du CA pour les activités d'achat-revente en de fourniture de logement
- 50% du CA pour les autres activités relevant des BIC
- 36% du CA pour les BNC.

L'abattement doit être au minimum de 30%.

Les conditions permettant d'opter pour le prélèvement libératoire sont les suivantes :

- Le revenu fiscal de référence de N-2 ne doit pas dépasser un plafond calculé en fonction du quotient familial.
- Si lors de la création d'entreprise, le revenu fiscal de référence est dépassé mais que quelques années plus tard

ce revenu est plus bas que le plafond, l'auto-entrepreneur pourra bénéficier du régime libératoire.

3) La notion d'acte d'auto-entrepreneurial "économiquement actif" est le fait que les auto-entrepreneurs ont un chiffre d'affaires positif.

Les secteurs économiques dans lesquels le nombre d'auto-entrepreneurs "économiquement actifs" a le plus progressé au 2^e trimestre 2015 sont les suivants : secteur des transports (+24%), la santé (+18%), les activités sportives (+14%) et le nettoyage (+12%).

Les critères de radiation sont le suivant : il faut que l'auto-entrepreneur n'ait pas fait de chiffre d'affaires 2 années consécutives. Cela intervient au 31 décembre qui suit ces 2 années.

4) Les types d'activités les plus lucratives sont les activités immobilières et les activités juridiques. À noter aussi, les secteurs du BTP, les travaux de finition qui tiennent leur épingle du jeu.

Les secteurs les moins lucratifs sont les activités sportives, de la santé, de la coiffure et des soins du corps, les arts, spectacles et activités récréatives.

Les auto-entrepreneurs sont plus nombreux dans les secteurs les moins rémunérateurs (moins lucratifs).

II Application

1) Si une personne crée son activité au 1^{er} avril de l'année N, le chiffre d'affaires à ne pas dépasser doit être calculé au prorata tempore du temps d'existence de cette activité.

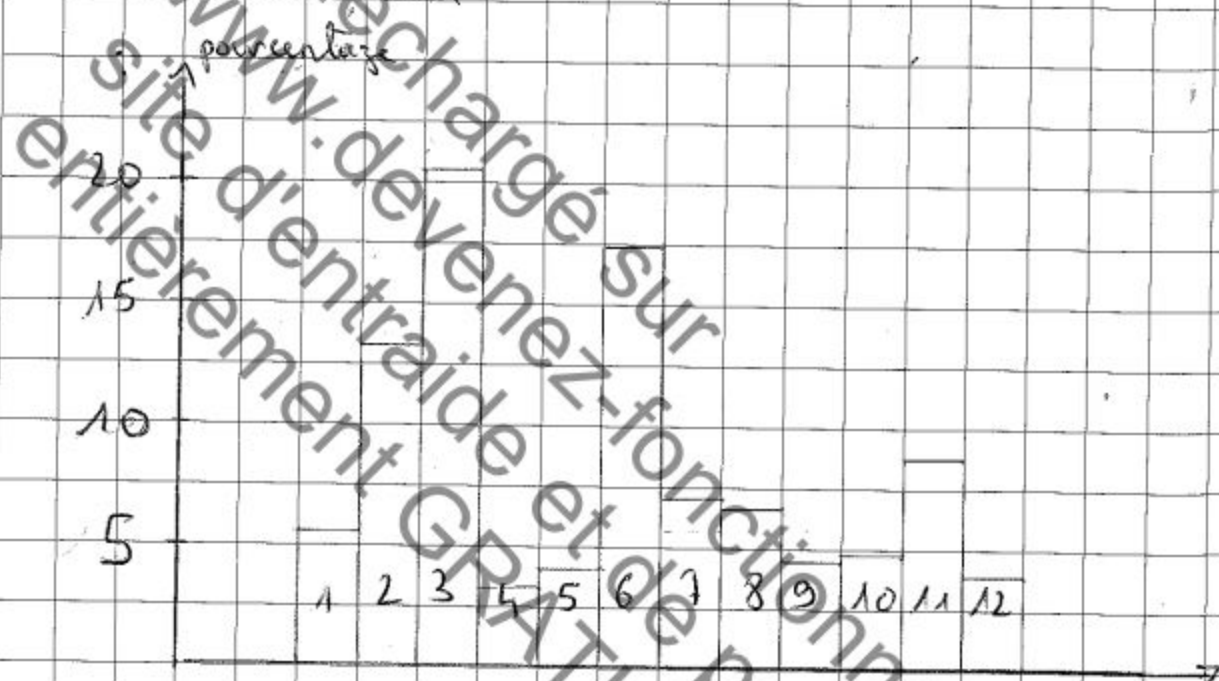
Si le seuil maximal est de 82200€ alors le chiffre d'affaires à ne pas dépasser est le suivant pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre (271 jours d'activité) :

$$\text{Soit } (271 \times 82200) / 365 = 61706 \text{ euros de CA maximum}$$

Etant donné que cette personne compte réaliser un CA de 58 000 euros HT et ce montant étant inférieur au CA maximum (61 706), alors elle peut opter pour le statut d'auto-entrepreneur.

2)

Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité au 1^{er} semestre 2014.



légende :

- | | |
|----|---|
| 1 | Industrie |
| 2 | Construction |
| 3 | Commerce |
| 4 | Hébergement et restauration |
| 5 | Information et communication |
| 6 | Activités spécialisées, scientifiques et techniques |
| 7 | Activités de services administratifs et de soutien |
| 8 | Enseignement |
| 9 | Santé humaine et action sociale |
| 10 | Arts, spectacles et activités créatives |
| 11 | Autres activités de services aux ménages |
| 12 | Transports et entreposage, activités financières et d'assurance, activités immobilières |

2)

3.1) Le nombre de micro-entreprises ayant été immatriculées en 2014 s'élève à 283 500.

Dans le secteur de l'enseignement, le pourcentage de création d'entreprise est de 6,4%.

$$\text{Donc } 283\,500 \times \frac{6,4}{100} = 18\,144$$

18 144 micro-entreprises étaient créées au 1^{er} semestre 2014 dans le secteur de l'enseignement.

3.2) En 2010, la part d'immatriculation était de 5,5%.

En 2014, la part d'immatriculation était de 6,4%.

Donc, on peut en déduire que la part d'immatriculation au 1^{er} semestre 2014 est plus importante qu'au 1^{er} semestre 2010.

3.3) Pour le secteur de l'industrie, en 2010, la part était de 4,4% alors qu'en 2014, la part était de 5,7%.

$$\text{Soit } 5,7 - 4,4 = 1,3\% \text{ de différence}$$

Par un produit en croix, on peut dire :

$$4,4\% \rightarrow 100\%$$

$$1,3\% \rightarrow 29,54\%$$

L'évolution en pourcentage du taux d'immatriculation entre les 1^{ers} semestres 2010 et 2014 est de +29,54%.

Soit une augmentation.

3.4) Pour le secteur "autres activités de services aux ménages", en 2010, la part était de 13% alors qu'en 2014, la part était de 8,6%.

$$\text{Soit } 8,6 - 13 = -4,4\% \text{ de différence}$$

Par un produit en croix, on peut dire :

$$13\% \rightarrow 100\%$$

$$-4,4\% \rightarrow -33,85\%$$

L'évolution en pourcentage du taux d'immatriculation entre les 1^{ers} semestres 2010 et 2014 est de -33,85%.

Soit une diminution.

III / Rédaction

Le statut d'auto-entrepreneur a été créé en 2009. Ce statut a permis de créer des emplois. Nous allons voir les avantages et inconvénients de ce régime et en quoi cela peut apporter une réponse aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage.

1) Avantages

Le 1^{er} avantage au statut d'auto-entrepreneur, serait le désir de monter sa propre entreprise. En effet, les auto-entrepreneurs manifestent leur désir d'en faire un succès.

Un autre avantage est l'envie d'indépendance de salaires ou d'horaires. C'est son propre patron, avec ses horaires. Nous avons ainsi le témoignage d'une personne qui parle de sauplisme d'horaires. Cela est un bon moyen d'avoir une vie active sans les contraintes d'un contrat de travail.

L'auto-entrepreneuriat a l'avantage de pouvoir cumuler plusieurs activités. Soit par le biais de plusieurs entreprises soit par le cumul avec une activité salariée. On y voit d'ailleurs dans le dernier la souplesse des horaires.

Le statut d'auto-entrepreneur ne paye pas de TVA. Il y a un avantage certain quand on compare d'autres entreprises qui payent la TVA. Cela peut se transformer selon les cas en une baisse de 20% (TVA la plus élevée) sur la prestation d'un auto-entrepreneur.

La fiscalité des auto-entrepreneurs a un avantage par rapport à d'autres entreprises. Quand les entreprises payent des charges sociales (URSSAF, retraite...) sur l'année N+1, les auto-entrepreneurs ne payent des impôts et charges qu'en fonction du chiffre d'affaires au plus près. Cela peut poser un problème quand on a une trésorerie faible dans le cas d'entreprises soumises à la TVA.

2) Inconvénients

Un de l's inconvénients est la protection sociale comme le chômage ou la retraite. D'ailleurs, les français (68% d'entre eux) ont peur du risque de la précarisation. Il faudrait une convergence des protections sociales entre salariés et auto entrepreneurs.

Un autre inconvénient est l'incertitude des revenus en fin de mois, le statut pose également la difficulté de louer un appartement ou maison; ou encore la difficulté à faire des crédits.

Les auto entrepreneurs sont limités quant à l'exercice à la maison. Ils ne peuvent pas recevoir de clients ou stocker de la marchandise, la loi l'interdit.

On avait la TVA dans les avantages mais cette dernière se retrouve aussi dans les inconvénients. C'est-à-dire, quand on fait des investissements dans du matériel par exemple, l'entreprise soumise à la TVA ne pourra récupérer la TVA alors que l'auto entrepreneur ne peut pas.

L'auto entrepreneur est considéré comme une entreprise individuelle (hors SARL, SA, SAS...) forme une seule et même personne avec l'entreprise. De fait, ses biens peuvent être engagés pour rembourser ses règles de dette aux créanciers.

Après 3 ans, l'accès à ce statut est devenu de plus en plus difficile (inscription au RCS ou LM, fournir plus de documents).

Un autre inconvénient serait la difficulté à valider des trimestres si l'activité n'est pas assez importante.

Enfin, attention au salaire dégressif qui est une problématique majeure.

Nous venons de voir avantages et inconvénients du statut d'auto entrepreneur. Pour 71% des français, le statut est une des réponses au problème du chômage. Il est vrai que là où le statut salarié est rigide en termes de temps de travail, l'auto-entrepreneur a la souplesse de ses horaires et ainsi il peut travailler quand il veut.

(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 1

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

Cela peut être une solution pour les personnes s'occupant
de beaucoup d'enfants et qui veulent reprendre une ac-
tivité partielle.

Les personnes au chômage cherchent à assurer leur propre emploi
et il est vrai que ce statut offre la souplesse dans la création
d'entreprise même si cela s'est complexifié au fil des
années.

En conclusion, lors de sa création en 2009, le statut d'auto-
entrepreneur fut une petite révolution. Au fil des années,
ce statut a été modifié et il a encore besoin d'être
bien encadré afin de protéger ces auto-entrepreneurs.

Site d'entraide et de partage
entièrement GRATUIT
Téléchargez sur
fonctionnaire.fr